



PROJET D'APPUI A L'ELABORATION DE LA POLITIQUE
D'EGALITE ET D'EQUITE DES GENRES AU GABON

Février 2007

DOCUMENT DE PROGRAMME CONJOINT

POLITIQUE NATIONALE GENRE

Pays : Gabon

Effet de l'UNDAF : D'ici 2011 les capacités et les performances des institutions publiques et des acteurs communautaires sont améliorées

Effet attendu : **L'environnement institutionnel juridique et socio culturel favorable à l'égalité et l'équité de genre est amélioré**

Produits attendus : **Document de Projet de Politique nationale d'égalité et d'équité en genre élaborée ; Capacités institutionnelles et techniques des intervenants renforcées**

Indicateurs : (i) **Projet de politique genre disponible** ; (ii) Nombre d'institutions et de points focaux formés sur le genre

Partenaires : MFPEPF, PNUD, UNFPA, ODEFPA

Agence d'exécution : Ministère de la Famille, de la Protection de l'Enfance et de la Promotion de la Femme (MFPEPF)

Résumé

Le présent projet conjoint, intitulé « Appui à l'élaboration de la politique nationale genre au Gabon », se propose de contribuer aux efforts du Gouvernement dans la recherche des solutions les mieux adaptées à la problématique de l'égalité et l'équité genre dans le pays. Il s'inscrit dans le domaine d'appui stratégique de l'UNDAF relatif à la promotion des droits humains et le renforcement des capacités de la société civile dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance politique, économique et sociale.

Au terme du projet, un document de politique genre sera élaboré ; celui-ci donnera les grandes orientations au niveau national et proposera des stratégies sectorielles spécifiques. En vue d'une meilleure prise en compte du genre dans les programmes et projets de développement, les capacités des acteurs clés seront renforcées en genre et développement et dans la maîtrise des outils d'intégration du genre au niveau sectoriel.

D'un montant total de **150000 US\$** pour un an, le budget sera géré en mode parallèle par la coordination nationale du projet qui sera mise en place par le Ministère de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme et dont le rôle sera entre autres, d'assurer la planification des activités, le suivi de la mise en œuvre du projet, etc.

Titre du projet : **Appui à l'élaboration de la politique nationale genre**

Durée du projet :
(Dates de début/fin) :
janvier –décembre 2007

Options de gestion des fonds : **Parallèle**

Montant estimatif : 150000 US\$

Ressources allouées :

- Gouvernement
- Ressources ordinaires/autres ressources
- UNDP 75000 US\$
- UNFPA 50000 US\$
- Gouvernement 25000 US\$

Approuvé pour le Gouvernement de la **République Gabonaise** :

S.E. Madame Angélique NGOMA, Ministre de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme (MFPEPF)

Signature :Date :

Approuvé pour le **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**

Bintou DJIBO, Représentant Résident

Signature :Date.....

Approuvé pour le **Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)**

Bintou DJIBO, Représentant de l'UNFPA

Signature :Date.....

I CONTEXTE ET CADRE LEGAL

En disposant dans l'article 2 de sa constitution « l'égalité de tous les citoyens devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe, d'opinion ou de religion », le Gabon pose de manière explicite les bases de légitimation d'une politique d'égalité et d'équité de genre. En effet, le pays a ratifié l'ensemble des conventions internationales relatives aux droits de la femme et à l'égalité entre les sexes, notamment la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et a adhéré au Programme d'Action de Beijing, au protocole additionnel aux droits de la femme en Afrique, adopté par la conférence des chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine à Maputo en 2003.

Cependant, dans la pratique quelques disparités persistent dans plusieurs domaines notamment *l'éducation et la présence des femmes dans les instances de prise de décision*. En effet dans le domaine de l'Education, l'enquête Démographique de Santé (EDS) réalisée en 2000, montre une disparité dans le taux de scolarisation selon le sexe. Ce taux qui est de 92,8% dans la tranche d'âge de 6 à 15 ans chez les filles est de 94% chez les garçons.

Au niveau des instances décisionnelles, une faible représentativité des femmes est constatée: 12 sur 49 au Gouvernement, 26 sur 211 au Parlement et 2 sur 9 à la Cour Constitutionnelle. De même, les résultats de l'Enquête « Femmes et Prise de Décisions » réalisée par le Ministère de la Famille, de la Protection de l'Enfance et de la Promotion de la Femme en 2000, démontre une faible représentativité des femmes dans les Administrations Publique et Privée. Par exemple, dans l'Administration Publique, on comptait 43 femmes Directeurs contre 296 hommes. Au Privé, on comptait 4 femmes contre 13 hommes agents de direction.

Du point de vue économique, les inégalités des revenus restent importants : plus de 90% du revenu total est accaparé par les non pauvres et les femmes gagnent 60% du revenu des hommes.

Au plan sanitaire, les faiblesses demeurent importantes : le taux de mortalité infantile s'élève à 91,4 pour 1000 ; et celui de la mortalité maternelle à 519 décès pour 100000 naissances vivantes. Au niveau du VIH/SIDA, le taux de prévalence est de 8,1% en 2004 et 60% des adultes infectés sont des femmes.

Sur le plan socioculturel beaucoup d'obstacles et de pesanteurs retardent le processus d'élimination des discriminations à l'égard de la femme et diverses résistances se retrouvent dans les textes de lois et dans la pratique quotidienne.

Aujourd'hui, l'on s'accorde à reconnaître que, au-delà d'une simple question de droits, l'égalité de genre est un enjeu de développement humain et durable étant donné que les femmes représentent 51, % de la population active. Or, pour atteindre les objectifs de développement à l'horizon 2015, le Gabon doit prendre en compte la partie la plus importante de ses ressources humaines et donc de sa population active que sont les femmes.

Ce potentiel ne saurait toutefois être valorisé et devenir partie prenante décisive dans les perspectives de développement des communautés, que si les femmes, au même titre que les hommes, ont la possibilité d'investir pleinement toutes leurs capacités, d'influencer les opportunités de développement et d'y intégrer leurs préoccupations et expériences.

Conscient de cette exigence, le Gouvernement du Gabon s'est engagé depuis plusieurs années à réduire les disparités entre hommes et femmes. Cet engagement s'est matérialisé depuis 1997 par la création d'un Ministère de la famille de la protection de l'enfance et de la Promotion de la Femme, « chargé de mettre en œuvre toutes les mesures visant à mettre fin à la discrimination envers les femmes en vue d'assurer l'égalité en droit avec l'homme ainsi que l'intégration effective de la femme dans les politiques et programmes et ce en relation avec les autres départements ministériels.

En Janvier 2006, le Gabon a adopté le « Document de stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté » DSCR, qui présente les priorités du pays en matière de développement durable pour la décennie en cours. L'objectif visé par le DSCR est de favoriser une croissance économique équitable de l'ordre de 7 à 8 % pour une croissance du PIB/tête d'environ 5% pendant la période 2000 – 2004. **Cependant la problématique genre n'y est pas réellement développée.**

Dans une correspondance n° 1085/MFPEPF/Cab/DCF du 10 août 2006, le Ministre de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme a adressé une requête au système des nations Unies, en vue d'appuyer le Gouvernement dans l'élaboration participative d'une politique genre qui prenne en compte toutes les couches sociales, pour le respect de l'équité entre les sexes et la justice sociale.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent projet dont le but est l'élaboration d'un document de politique nationale qui donnera les grandes orientations en matière de genre et proposera des stratégies sectorielles adaptées, en vue de favoriser la réduction des inégalités et la promotion de l'équité genre.

Ce projet **complète des actions passées** déjà enregistrées ou en cours dans ce domaine en partenariat avec le Ministère de la famille, de protection de l'enfance et de la promotion de la femme ; telles que :

- Le projet PNUD/MFPEPF « Autonomisation de la femme gabonaise » (1999-2001)
- Le projet UNFPA/MFPEPF « Promotion de légalité et l'équité genre » (2002-2006)
- Le projet en cours PNUD/MFPEPF « Projet appui au développement du micro crédit au Gabon » à Tchibanga dans la province de la Nyanga...

Avec l'élaboration d'une politique nationale sur le genre, le MFPEPF pourra mieux structurer les interventions menées dans les secteurs clés **en vue d'atteindre l'Objectif du Millénaire pour le Développement numéro 3 relatif à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de la femme.**

II : Objectifs, Résultats, activités et stratégies

1. objectifs :

Effets attendus : Les capacités stratégiques de programmation et de planification en matière de genre sont acquises par le Ministère de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme

a) **Objectif global** : Il s'agit de doter le pays d'un document de projet de politique nationale genre tenant compte des priorités des femmes dans les différents secteurs d'activités

b) Objectifs spécifiques :

- *Identifier les principaux secteurs discriminatoires en matière de genre ainsi que les priorités des femmes par secteur ;*
- *Dégager les grandes orientations et proposer des stratégies applicables aux différents secteurs*
- *Former les points focaux sectoriels en genre et développement et dans la maîtrise des outils d'intégration du genre au plan sectoriel*

METHODOLOGIE

La méthodologie qui est préconisée pour réaliser les objectifs énumérés ci-dessus est ainsi articulée:

1) Analyse de la situation sur la base de background document. Celle-ci permettra de :

- Déterminer les causes sous jacentes qui entravent l'égalité et l'équité entre les sexes au Gabon,
- D'identifier les principaux secteurs discriminatoires en matière de genre et les priorités des femmes par secteur.

2) Approche participative avec inclusion des parties prenantes clés :

Tous les acteurs concernés par la question de genre au niveau national seront impliqués et la validation du document se fera au niveau provincial et national.

2. Composantes et résultats attendus

Le projet vise à atteindre plusieurs résultats clés selon les composantes suivantes :

Résultat stratégique de l'UNDAF : **La gouvernance politique, économique et sociale est améliorée**

Effets UNDAF : D'ici 2011, les capacités et les performances des institutions publiques et des acteurs communautaires sont améliorées

Domaine d'appui stratégique : G1-SGN2-SASN4 : Promotion des Droits Humains et Renforcement des Capacités de la Société Civile

Partenariat : Le Gouvernement, les points focaux genre des ministères clés, la Société Civile, les partenaires au développement ; notamment l'UNFPA et le PNUD

Effet du projet : Les capacités stratégiques de programmation et de planification en matière de genre sont acquises par le Ministère de la famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme

Indicateurs : *Des outils d'intégration du Genre sont élaborés et intégrés dans les politiques de développement*

Un cadre de référence national en matière de genre est défini

Des axes stratégiques sont définis pour la prise en compte du genre à tous les niveaux

Produit 1 : Les capacités nationales en matière de prise en compte de genre dans la planification, la mise en œuvre et le suivi – évaluation des programmes et politiques de développement sont développées

Indicateur : *points focaux des ministères clés, de la Société civile formés à l'utilisation des méthodes et outils d'intégration du genre dans les politiques, programmes, et projets de développement.*

Résultats

Les capacités des points focaux sectoriels sont

Activités indicatives

Formation des points focaux en genre et développement

1) Les différentes approches pour la prise en compte de la femme au processus de

Apports

Atelier
Consultants

renforcées en genre et développement	développement 2) L'approche genre 3) Genre et développement 4) Le rôle des points focaux genre pour l'élaboration de la politique nationale de promotion de l'égalité et de l'équité <i>Formation des points focaux aux outils d'intégration genre</i>	Consultants Consultants
Les points focaux maîtrisent les outils d'intégration du genre au plan sectoriel	1) Identification des secteurs d'intervention de l'approche genre 2) Intégration du genre au niveau sectoriel	<i>Atelier</i> Consultants Consultants

Produit 2. *Projet de politique nationale genre élaborée*

Indicateur : *le projet de politique nationale genre est élaboré et disponible*

Elaboration d'une politique nationale genre Mise en place du groupe multisectoriel chargé de la reformulation des textes favorables à l'égalité et l'équité genre	Consultants Appui technique
Validation de la politique nationale genre Appui au plaidoyer et à la sensibilisation des pouvoirs publics Reproduction et publication de la PNG	Atelier/Consultants Edition

3. Principales activités :

- Conduire des études sur les problèmes de genre (accès à l'école, profil différentiel des hommes et des femmes, violence à l'égard des femmes, emploi, agriculture, lois discriminatoires etc.)
- Organiser des ateliers qui serviront à analyser et valider les recommandations des études,
- apporter un appui technique pour l'élaboration de la stratégie nationale en genre ;
- mettre en place un groupe multisectoriel composé des cadres du Ministère, des points focaux et de la Société Civile formés en genre ;
- former les cadres du Ministère, les points focaux des ministères sectoriels, des ONG et de la société civile ;
- organiser des voyages d'échange d'expérience dans la sous région sur la formulation des politiques nationales genre.
- Plaidoyer pour la désignation des décideurs comme points focaux genre dans les ministères
- Elaborer et valider le document de stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre.
- Appuyer l'organisation des campagnes de sensibilisation

4. Bénéficiaires cibles :

- Les administrations impliquées dans la formulation et la mise en œuvre des politiques en faveur de l'égalité et de l'équité entre les hommes et les femmes. ;
- La Population gabonaise qui bénéficiera à long terme de la politique nationale genre plus ciblée sur des besoins spécifiques (Société civile, ONG féminines, associations de femmes, etc.)

5. Stratégie du projet

Pour résoudre d'une manière effective les problèmes de genre au Gabon, une bonne compréhension des causes sous-jacentes des disparités entre les sexes est cruciale. Or, il y a un consensus général sur le fait que malgré le fait que le Gabon ait ratifié les conventions et adhéré aux mécanismes internationaux de promotion et de protection des droits de la femme et de l'enfant, la mise en œuvre et l'application concrète de ces traités (en vue d'une meilleure implication des femmes dans le développement économique et social du Gabon) sont entravés par des nombreux obstacles d'ordre politique, économique religieux et culturels.

Il ressort, de manière générale, qu'au nom de la conservation des valeurs culturelles, certaines pratiques et attitudes discriminatoires sont maintenues, cultivées, transmises de génération en génération. Ces pratiques et attitudes discriminatoires s'inscrivent dans la mentalité des hommes et des femmes qui les intériorisent, les acceptent et finissent par les percevoir comme normales.

Pour renverser ces tendances, le projet focalisera son action sur les stratégies générales suivantes : a) Développement de la Politique nationale pour l'égalité et l'équité de Genre ; b) Promotion et mise en place d'un comité d'experts multisectoriels chargé de la reformulation des textes favorables à l'égalité et à l'équité de genre ; c) Développement de partenariats et des réseaux pour la mobilisation sociale afin de réduire les discriminations basées sur le genre. d) Organisation d'ateliers et séminaires, à l'endroit du Gouvernement et des Organisations de la Société Civile en vue du renforcement des capacités ainsi que de la sensibilisation et du dialogue sur les politiques de Genre.

e) Renforcement des capacités des points focaux des Ministères clés en vue de faciliter l'intégration du genre dans tous les programmes et projets nationaux.

f) Analyse approfondie des différents secteurs d'activités pour mieux appréhender les inégalités existantes afin d'y apporter les correctifs ou améliorations nécessaires

Le présent projet est une **initiative conjointe** du Gouvernement du Gabon, du PNUD et du FNUAP et sera exécuté en collaboration avec les structures nationales concernées ; notamment le Ministère de la Famille, de la protection de l'enfance et de la promotion de la femme (MFPEPF), les autres départements ministériels concernés et les organisations de la société civile ; afin que soient prises en compte toutes les couches sociales, pour le respect de l'équité entre les sexes et la justice sociale.

III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET DE MISE EN OEUVRE

1. Modalité d'exécution et de gestion

La modalité d'exécution retenue est l'Exécution Nationale (NEX) ; l'agent d'exécution sera la Direction Générale de la promotion Féminine, qui assurera, également la coordination des activités relative à l'élaboration de la politique Genre.

2. Suivi et Évaluation

Le projet fera l'objet de revues périodiques en conformité avec les procédures établies par l'UNFPA et le PNUD en matière de suivi et d'évaluation (Audit, Plan de Travail, etc.).

Le suivi - évaluation sera basé sur le principe de gestion orienté vers les résultats et se fera selon les règles et procédures de l'UNFPA et de le PNUD en harmonie avec le plan de suivi et les mécanismes de coordination de l'UNDAF. La matrice des ressources et des résultats du programme pays en constituera la base essentielle. Le suivi évaluation portera sur les ressources financières, les activités programmatiques et sur les niveaux de résultats.

IV. BUDGET ET ARRANGEMENTS DE FINANCEMENT

Le projet étant une initiative conjointe du PNUD et du FNUAP, son budget sera couvert par des contributions des deux partenaires ; chacun selon ses procédures propres ainsi que par l'apport financier du Ministère de la Famille, de la Protection de l'Enfance et de la Promotion de femme. Le budget total prévisionnel est estimé à environ 150000 US\$, éclaté entre les rubriques suivantes (*voir Annual work plan ci-dessous*) :

IV. Plan de travail annuel

Année...2007

PRODUITS ATTENDUS & ACTIVITES DE SUIVI	Activités clefs/ Cibles annuelles des produits	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PREVU		
		1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.		Source des fonds	Description du budget	Montant US\$
Les capacités des points focaux décideurs sont renforcées	Formations		X			UNFPA			20000
	Consultants			X	X	UNFPA			5000
	Services contractuels		X			UNDP			10000
	Voyage	X	X	X	X	UNDP			15000
La politique nationale genre est élaborée et disponible	Analyse de la situation	X				UNFPA			10000
	Consultants	X	X	X	X	UNDP			20000
	Restitution et validation			X	X	UNDP			15000
	Divers	X	X	X	X	UNFPA			15000
TOTAL								110000	

**V. PLANNING DE MISE EN OEUVRE POUR LA PRODUCTION D'UN PROJET DE POLITIQUE
NATIONALE GENRE**

Etapas	Activités prévues	Responsable	Période
1	Draft de document de Politique National genre et d'annual work plan	Experts, Ministère, UNFPA, UNDP	Juillet 07
2	Production du draft I de projet de PNG	Experts	Septembre 07
3	Transmission du draft I de projet de PNG au Ministère, PNUD, UNIFEM et UNFPA	Experts	Septembre octobre 07
4	Réception des observations de la part du Ministère, UNFPA, UNIFEM et UNFPA	Experts	Septembre Octobre 07
5	Incorporation des observations et production du Draft II	Experts	Novembre 07
6.	Transmission du Draft II aux partenaires clés	Experts	Décembre 07
7	Organisation et tenue de l'atelier de restitution	Ministère, UNFPA, UNIFEM, PNUD et Experts	
8	Intégration des observations issues de l'atelier de restitution et production du document final de projet de PNG	Experts /Consultants nationaux	
9	Atelier national de validation	Experts	
10	Restitutions et consultations au niveau décentralise	Ministère et autres partenaires	
11	Transmission du document final de projet de PNG	Ministère et autres partenaires	
12	Adoption au niveau du Conseil des Ministres	Ministère	
13	Reproduction et publication du document de PNG	Ministère	
14	Projet de politique national de genre élaborée		

Etapes	Activités prévues	Responsable	Période
1	Draft de document de Politique National genre et d'annual work plan	Experts, Ministère, UNFPA, UNDP	Juillet 2007
2	Mise en place du cadre institutionnel : Elaboration du comité de pilotage, renforcement du secrétariat, recrutement de consultants nationaux.	Ministère, consultants nationaux, UNFPA, UNDP.	Septembre 2007
3	Formation des points focaux et du comité de pilotage sur la méthodologie d'élaboration de la Politique Nationale genre	Experts internationaux, consultants nationaux, Ministères, UNDP, UNFPA	Septembre octobre 2007
4	Analyse de la situation : Regroupement des background documents, Appui des experts internationaux, ateliers d'analyse, Rédaction de l'analyse par consultant national	Consultants nationaux, experts internationaux, ministère, UNDP, UNFPA	Septembre octobre 2007
5	Atelier national de validation du projet de politique national de genre.		Novembre 2007
6.			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14	Projet de politique national de genre élaborée		Novembre 2007